

Études internationales



Fistié, Pierre, *La rentrée en scène du Japon*, Éd. Armand Colin, Paris, 1972, 168 p.

Jean-René Chotard

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700347ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700347ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1973). Compte rendu de [Fistié, Pierre, *La rentrée en scène du Japon*, Éd. Armand Colin, Paris, 1972, 168 p.] *Études internationales*, 4(3), 387–389. <https://doi.org/10.7202/700347ar>

les bourgeoisies nationales sont dispensées de reprendre le rôle historique d'élimination des oligarchies féodales et de l'impérialisme, pour collaborer avec les grands propriétaires terriens au *statu quo* social, malgré les ferments révolutionnaires que ces derniers provoquent en milieu rural. Alors que la bourgeoisie européenne du XVIII^e siècle avait pris le risque d'une alliance avec la paysannerie contre la noblesse selon le schéma présenté par Polanyi, on peut se demander, mais Alavi ne le suggère pas, si la timidité de la bourgeoisie nationale du Tiers-monde, qui choisit l'alliance immédiatement rentable mais empoisonnée à long terme, ne traduit pas la faiblesse propre de cette bourgeoisie issue de la colonisation et nantie trop facilement d'une indépendance assortie des cadeaux d'une infrastructure économique.

Dans son second essai, Alavi justifie son utilisation de la typologie courante des classes rurales, en réponse aux critiques contenues dans l'article de Saghir Ahmad, et il esquisse une réponse à la question qu'il juge avec raison primordiale de savoir dans quelles circonstances les paysans deviennent révolutionnaires et quel rôle les différentes strates de la paysannerie jouent en situation révolutionnaire. Pour ce faire, il résume les cas de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Pour la Chine, il détruit le mythe né du Rapport de Mao, en 1926, sur le mouvement paysan au Hou-nam, qui donne un rôle de leadership à la paysannerie pauvre contre l'évidence des faits pour ne pas heurter l'orthodoxie stalinienne. Alavi analyse brillamment la stratégie dialectique pratique de Mao qui s'appuie d'abord sur les paysans moyens, lesquels contrôlent le mouvement du Hou-nan, en vue d'éveiller la conscience révolutionnaire potentielle des pauvres; il montre que cet éveil n'aurait pu se faire et s'orienter efficacement dans le sens révolutionnaire sans l'appui du parti et de l'Armée rouge. Son hypothèse d'une paysannerie pauvre, initialement non militante à cause du carcan des structures sociales plutôt qu'en vertu de traits culturels subjectifs, mais mise en confiance quant à ses possibilités de succès grâce au changement de climat réalisé par le militantisme d'une paysannerie moyenne non révolutionnaire, cette hypothèse que Alavi invite à soumettre à l'épreuve des faits à travers le Tiers-monde, apparaît très féconde.

Par elle et par d'autres contributions de cet auteur et d'autres tels que Feroz Ahmed et Saghir Ahmad, l'ouvrage sous revue apporte une contribution aux débats théoriques du marxisme actuel et de la sociologie du Tiers-monde et des révolutions. L'intérêt de cet ouvrage vient encore du mélange harmonieux de ces contributions avec d'autres qui tantôt fournissent une information intelligente et éclairante dans la ligne de ce qu'un auteur a appelé l'histoire ultra-contemporaine de pays comme le Pakistan, le Bangladesh et Ceylan (maintenant le Sri Lanka), que beaucoup de lecteurs connaissent encore moins que l'Inde, tantôt permettent d'entendre le point de vue de révolutionnaires engagés dans le combat, tels que Tariq Ali et deux auteurs à pseudonymes, Inquilab Zindabad et Jayasumana Obeysekara. Dommage qu'en brossant un tableau des forces en présence en Asie dans son interprétation de la situation au Bangladesh, Tariq Ali se contente d'ironiser contre les maoïstes qui croient en la virginité révolutionnaire de ce qu'il appelle la bureaucratie chinoise, sans chercher à expliquer la nouvelle diplomatie chinoise, qu'il considère avec raison comme tragique pour les mouvements révolutionnaires d'Asie.

Ne terminons pas sans mentionner l'article de présentation signé par Kathleen Gough, l'un des deux éditeurs de cet excellent ouvrage qui permettra à ceux qui ne sont pas familiers de l'Asie d'en connaître rapidement les structures fondamentales actuelles.

André LUX

Sociologie
Université Laval

FISTIÉ, Pierre, *La rentrée en scène du Japon*, Éd. Armand Colin, Paris, 1972
168p.

La Fondation nationale des sciences politiques présente un nouvel ouvrage consacré à « la rentrée en scène du Japon ». Sous ce titre, l'auteur étudie essentiellement la politique extérieure japonaise de 1945 à 1971.

Ce volume, présenté sous forme de dossier, envisage successivement les différents secteurs où agit la diplomatie nipponne. Il réserve à juste titre une place de choix aux rapports que le pays entretient avec les États-Unis. Ces derniers usent à fond de leur victoire militaire et im-
po-

sent pendant la fin des années quarante une sorte de protectorat politique sous la haute autorité du général MacArthur, qui contraint les Japonais à changer leur vie politique, voire leurs comportements.

L'auteur montre clairement par quelles voies les Américains pratiquent une politique de puissance et utilisent l'« allié » nippon comme un pion sur l'échiquier de l'Extrême-Orient. Très méfiants des militaristes, au début, les États-Unis en viennent rapidement, après 1947, à considérer la gauche comme un ennemi potentiel. Mais c'est la révolution chinoise qui conditionne, en dernière analyse, toute la diplomatie que Washington impose à Tokyo. En 1951, les États-Unis, d'ailleurs aux prises avec la toute proche guerre de Corée, dictent au Japon un traité de paix assorti d'un pacte de sécurité. Ils le complètent en 1954 par un accord d'assistance mutuelle de défense qui implique entre autres les Japonais dans un système de protection de T'ai-wan. Tous ces accords, reconduits en 1960, se voyaient prorogés encore en juin 1970. Pourtant, à pareille date, la situation avait beaucoup changé dans et hors du Japon.

M. Fistié établit, de façon malheureusement trop brève, comment le pays a pu devenir la puissance économique que l'on connaît. Les États-Unis commencent par suivre, en ce domaine, une politique de démembrement de l'économie japonaise, qui doit se traduire par une dissolution des grands trusts, prévue en 1945. Bientôt, à l'image de leur stratégie en Allemagne, les vainqueurs occidentaux reconsidèrent totalement leur méthode et encouragent un essor industriel qui fera du Japon un client pour les États-Unis.

Au passage, l'auteur indique de quelle manière les gouvernements successifs ont mis à profit la faible marge de manœuvre dont ils disposaient. Pour cette puissance où les militaires avaient joué un si grand rôle, la dissolution de l'armée devient un facteur positif, permettant de vastes économies budgétaires. À tel point, qu'après 1950, dans un contexte de tension sur le continent asiatique, les Japonais freinent le programme de développement militaire que les Américains veulent leur faire assumer. Dans le domaine économique, en revanche, ils témoignent d'un dynamisme extraordinaire et d'une habileté consommée. Dès

le début des années 1950, ils commencent leur expansion qui ne s'est pas interrompue depuis cette date. Durant de longues années la balance commerciale est déficitaire au profit des États-Unis, mais en 1967 la tendance se retourne et montre combien les produits manufacturés peuvent concurrencer ceux des États-Unis. Sans doute est-il inexact d'affirmer que les Japonais ont transféré du secteur militaire dans le domaine économique leur « agressivité », mais cette formule possède tout de même l'avantage d'illustrer une réalité.

Le livre se poursuit par l'examen des rapports diplomatiques entre le Japon et les autres grandes puissances. Il subsiste avec l'URSS un contentieux territorial qui sans doute n'est pas à la veille de trouver un règlement. Les dirigeants du Kremlin ne veulent pas restituer des îles où ils ont établi de solides bases militaires. Ils hésitent aussi à créer le précédent d'une rétrocession de territoire au moment où ils font face à de vigoureuses revendications chinoises.

La Chine a posé d'autres problèmes au gouvernement de Tokyo. Celui-ci, depuis 1954, reconnaît la même Chine que les États-Unis. Mais, avant les Américains, les Japonais furent contraints de faire face à la réalité du régime de Pékin. Un petit courant d'échanges commerciaux a toujours subsisté, même s'il s'avérerait dérisoire en termes de pourcentage par rapport à la masse des exportations japonaises. Dans leur quête de nouveaux marchés, les grands industriels ont peu à peu rejoint l'opposition de gauche pour demander une normalisation des rapports entre les deux puissances asiatiques. Les Chinois ont d'ailleurs utilisé les relations économiques existantes à des fins politiques et établi des critères extra-commerciaux pour sélectionner les firmes japonaises avec qui ils passeraient contrats. Venant à Pékin pour emporter des contrats, les hommes d'affaires nippons devaient signer une déclaration qui contenait, entre autres termes, un désaveu de leur propre gouvernement. Le chapitre fondamental des relations entre les deux grands voisins asiatiques souffre d'une publication trop précoce de l'ouvrage. Rédigé avant l'entrée de la Chine populaire aux Nations Unies, imprimé avant la reconnaissance de Pékin par Tokyo, ce dossier ne peut contenir les analyses qui résultent d'événements aussi importants.

Très riche en informations diplomatiques

l'ouvrage consacre une place beaucoup trop restreinte aux forces internes du Japon. L'aperçu de politique intérieure, étrangement placé dans la conclusion ne suffit pas à éclairer une évolution qui ne peut s'expliquer par la seule politique étrangère.

J.-R. CHOTARD

*Histoire,
Université de Sherbrooke*

GUTELMAN, Michel, *Réforme et mystification agraires en Amérique latine. Le cas du Mexique*, Documents et recherches « d'Économie et Socialisme » 5, François Maspéro, Paris, 1971, 259p.

Ce livre est important en ce qu'il constitue sur la question agraire une contribution à la remise en cause du « système mexicain¹ », remise en cause amorcée depuis quelques années par les auteurs mexicains eux-mêmes (cf. les travaux théoriques et empiriques de Rodolfo Stavenhagen et la *Revista del México Agrario*).

On a souvent considéré, en effet, le modèle mexicain de développement comme idéal pour l'Amérique latine. La réforme agraire dont les origines se situent dans la Révolution a certainement constitué une base de la croissance économique du pays. Mais soixante ans après ses débuts, on en perçoit les limites. Si on suit de près l'actualité mexicaine, on sent que « quelque chose ne va plus dans les campagnes ». Des émeutes éclatent ici et là. Une zone de guérilla rurale existe même dans l'État de Guerrero. L'inquiétude profonde des masses paysannes ne s'est pas traduite jusqu'à maintenant sur le plan politique et l'on a constaté aux dernières élections présidentielles (1970) que ces masses ont maintenu dans l'ensemble leur appui au régime. Les observateurs ne manquent pas de souligner néanmoins que rien, compte tenu du mécontentement actuel, ne permet de prouver que cet appui sera indéfini...

L'intention de l'auteur, au-delà d'une conjoncture qu'il évoque très rapidement, est d'établir, en utilisant une problématique marxiste,

les fondements de la situation actuelle. Elle est de montrer que l'histoire du déroulement de la réforme agraire se résoud dans le développement du capitalisme dans les campagnes, un développement qu'il documente très précisément.

L'ouvrage est organisé en deux parties. Dans la première partie qui est de nature surtout historique et institutionnelle, l'auteur se place d'abord avant la Révolution, en 1910. Le grand soulèvement des campagnes s'explique par les tensions énormes engendrées par le système ultra-latifundiaire qui s'était développé à partir des lois de la Réforme. Les communautés indiennes qui demeuraient avaient été totalement dépossédées et les *haciendas*, bien qu'entraînées vers un développement capitaliste, maintenaient un système oppressif quasi féodal. La révolution mexicaine n'est pas idéologiquement très avancée si on la compare à la révolution russe de la même époque. Les idées libérales sont portées par la bourgeoisie madériste. Les paysans qui luttent sous la direction des leurs (Villa, Zapata) ou bien forment la piétaille des armées carrancistes, huertistes, obrégonistes... n'ont que quelques idées simples : « La terre à ceux qui la travaillent » et le retour aux communautés : « Terre et liberté ! »

La fin de la Révolution voit la conclusion d'une entente entre classes bourgeoise et paysanne. La Constitution de 1917 qui dans son article 27 traite de la question agraire, est un compromis et c'est sur ce compromis, révisé et interprété par les présidents successifs que se fonde le régime mexicain actuel. La propriété privée reste le fondement juridique de toute possession, même si une phase transitoire de nationalisation intervient entre la destruction de l'*hacienda* et la distribution de la terre aux paysans. La propriété moyenne est garantie dans la plupart des cas. Un nouveau secteur est créé à la demande des paysans, le secteur ejidal.

L'auteur nous conduit ensuite à travers le maquis des textes juridiques qui précisent ou modifient les règles de la réforme inscrites dans la Constitution. En même temps, on saisit le rythme d'application de ces textes, qui varie énormément au cours de la période. La première période, celle qui suit la Révolution sous les présidences d'Obrégon et de Calles, principalement, est caractérisée par de très faibles distributions de terre. Sous Cardenas

1. Cf. A. MEISTER, *Le système mexicain. Les avatars d'une participation populaire au développement*, Éd. Anthropos, Paris, 1971.